ARRETE N° 330 V /2026
Réglementant la circulation sur la commune de Vouillé

Le Maire de la Commune de VOUILLE,
Vu le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213-1 à L 2213-6 ;
Vu le code de la route et notamment les articles R 110-1, R 110-2, R 411-5, R 411-8, R 411-18 et R 411-25 à R 411-28 ;
Vu l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, approuvée par l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992 ; livre I - 8ème partie - signalisation temporaire ;
Vu la demande formulée par écrit le 28 octobre 2026 par l'entreprise GEF TP 86, pour le compte de SRD,
Considérant qu'en raison de **travaux de réfection d'enrobé rue du Stade (commune de Vouillé),** il y a **lieu d'interdire momentanément la circulation sur cette voie ;**
Considérant que les véhicules à qui s'applique cette interdiction peuvent emprunter les itinéraires de déviation définis au présent arrêté ;

ARRETE

Article 1.- **Le mardi 03 novembre 2026, pour une durée prévisionnelle d'une demi-journée, la circulation sera interdite à tous les véhicules.** Il sera interdit circuler et de stationner aux abords du chantier.

Article 2.- En raison des restrictions qui précèdent, la circulation sera déviée, localement comme suit, par les voies adjacentes : rue du Coquet et rue du Grand Champ.

Article 3.- La signalisation de restriction et de déviation sera conforme aux prescriptions définies par l'instruction interministérielle sur la signalisation temporaire.
La signalisation de restriction et de protection du chantier est à la charge et sous la responsabilité de l'entreprise GEF TP 86.
La signalisation de déviation est à la charge du maître d'ouvrage et sous la responsabilité des services techniques municipaux.

Article 4.- Toute contravention au présent arrêté sera constatée et poursuivie conformément aux lois et règlements en vigueur.

Article 5.- Le présent arrêté sera publié et affiché conformément à la règlementation en vigueur dans la commune de Vouillé.

Article 6.- Le présent arrêté fera l'objet d'une publication et d'un affichage selon les règles en vigueur.
La présente décision pourra faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Poitiers compétent dans les 2 mois à compter de sa notification.
M. le Maire de la commune de Vouillé, M. le commandant de la brigade de gendarmerie de Vouillé sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont ampliation sera transmise à l'entreprise GEF TP 86.

Vouillé, le 30 octobre 2026

Le Maire

MAIRIE DE VOUILLÉ (Vienne)

Philippe PATEY